



13 et 14 mars 2013 - Action syndicale européenne

Ensemble pour un avenir meilleur : Investir pour l'emploi

Le chômage ne cesse d'augmenter depuis de nombreux mois : plus de 10% de la population active en France et dans l'Union européenne ; le taux de chômage des jeunes atteint 25% en France, il dépasse 50% en Espagne ou en Grèce. Précarité, pauvreté touchent et menacent de plus en plus de personnes dans toute l'Union européenne. Les prévisions de croissance économique ne permettent pas d'espérer d'amélioration à court terme.

Cette situation est intolérable. Il est urgent de changer de cap, d'agir en France et en Europe pour la croissance et l'emploi !

Au niveau national, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et l'UNSA se sont engagées en faveur de l'accord du 11 janvier 2013 sur la sécurisation de l'emploi pour :

- **Apporter de nouvelles garanties aux salariés et lutter contre la précarité**
 - taxation des contrats courts pour inciter les employeurs à embaucher sur des contrats durables,
 - temps de travail minimum et mieux organisé pour les temps partiels imposés,
 - généralisation de la complémentaire santé avec prise en charge de l'employeur,
 - droits rechargeables pour les chômeurs de façon à ne pas perdre ses droits lorsqu'on reprend un emploi,
 - création d'un compte personnel de formation permettant de garder ses droits en cas de changement d'entreprise.
- **Mieux anticiper les mutations économiques dans les entreprises et préserver l'emploi**
 - renforcement de l'information et de la consultation des représentants du personnel sur les choix de l'entreprise en matière d'emploi,
 - négociations obligatoires sur les parcours professionnels, la formation, la mobilité,
 - encadrement strict des accords pour le maintien dans l'emploi en cas de difficultés conjoncturelles,
 - amélioration des possibilités d'intervention des représentants du personnel en cas de plan social.

.../...

Dans un contexte où sont engagées des réformes du marché du travail dans de nombreux pays européens, cet accord qui améliore la situation des salariés montre que l'action syndicale et le dialogue social permettent d'obtenir des résultats, de construire des solutions face à la crise.

C'est un point d'appui pour poursuivre et amplifier la mobilisation en faveur de la croissance et de l'emploi.

À la veille du sommet européen des 14 et 15 mars 2013, dans le cadre de l'action de la Confédération européenne des syndicats (CES), les organisations syndicales françaises CFDT, CFE-CGC, CFTC et UNSA, lancent un appel pour que l'emploi figure au premier rang des priorités dans les politiques européennes et nationales au travers d'un Contrat social pour l'Europe.

Nous voulons :

- **Assurer la justice économique et sociale** par la construction d'un socle social européen permettant de lutter contre les concurrences entre pays qui favorisent le moins disant social et fiscal au détriment de tous les travailleurs européens. En premier lieu, il faut un salaire minimum dans chaque pays pour mettre un terme à la concurrence salariale.
- **Garantir aux jeunes un accès à un emploi ou à une formation** adaptée à leur situation dans les 4 mois qui suivent leur inscription au chômage.
- **Orienter la gouvernance économique vers la croissance et des emplois durables**, en définissant des politiques européennes pour l'industrie **en investissant sur les secteurs d'avenir** : énergies renouvelables, transports durables,... et en favorisant la recherche, l'innovation et la formation.

Si la maîtrise des comptes publics est nécessaire, en période de stagnation, le remède est pire que le mal : il entraîne l'Europe dans la spirale de la récession et de l'austérité. Le redémarrage de l'économie et la cohésion sociale sont sacrifiés. Cette situation ajoute crise politique et démocratique à la crise économique.

Avec le syndicalisme européen, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et l'UNSA demandent aux chefs d'Etat et de gouvernement européens un desserrement concerté des calendriers de retour à l'équilibre budgétaire, des engagements en matière d'emploi et d'investissement pour l'avenir.